

Qu'on me permette un exemple à cet égard, et j'ai l'impression qu'il y a là une preuve d'arrogance de la part du Canadien National. Dans ma région, je connais une entreprise d'exploitation forestière qui a demandé quels tarifs on exigerait d'elle pour le transport de grumes sur une distance d'environ 200 milles. On lui a parlé d'un tarif de 54 ou 57c., ce qui aurait fait hausser de quelque \$50 le mille pieds le prix du bois de construction ou du contreplaqué au moment de livraison. Ce tarif a été mis en question lors d'une réunion subséquente. Les chemins de fer ont alors proposé un tarif de 27c. Voilà donc à quel point on avait mal fait ses calculs la première fois! Il y a manifestement au service des ventes des gens qui annoncent un tarif, sans vraiment connaître la marchandise en question. On a comme l'impression que seules certaines catégories de marchandises les intéressent. Que se passe-t-il alors? Dans certaines régions, dont le rythme d'expansion est lent, comme les régions où l'industrie du bois prédomine, les produits locaux, soit en l'occurrence les produits forestiers, ne sont pas chargés sur les trains et il s'ensuit une réduction du trafic sur les lignes en question. Puis, nous apprenons un beau jour que la compagnie de chemin de fer intéressée s'est présentée devant la Commission canadienne des transports et lui a raconté une histoire à fendre l'âme en vue d'établir que la ligne n'est pas rentable et doit être abandonnée. De telles façons de procéder ne peuvent que créer de nouveaux problèmes dans des régions du Canada dont la croissance économique est lente. Il me semble qu'indépendamment de leur appartenance politique, les députés qui représentent des régions à faible expansion économique devraient être sur le qui-vive jour après jour, de sorte que nous ayons une politique équitaine envers ces régions et que notre pays soit géré dans toute la mesure du possible selon les lois de l'économie. Plutôt que de nous lamenter au sujet du chômage, nous ferions mieux de passer à l'action.

Mettons ces politiques de grande portée en application dans les localités de l'Ontario où l'impôt de base aidera les industries et les municipalités dont la structure économique est faible à l'heure actuelle. En même temps, faisons en sorte que les chemins de fer continuent d'assurer effectivement l'intégration de l'économie canadienne au lieu de se limiter à servir de liens entre les grandes villes du Canada, sans se soucier des petites localités intermédiaires.

Je crois, monsieur l'Orateur, que c'est tout ce que j'avais à dire, sauf pour quelques remarques au sujet de la Société centrale d'hypothèques et de logement. Les 100 millions de dollars supplémentaires qu'on lui a attribués lui feront du bien, et j'en félicite le ministre d'État. Mais, à cet égard également, je voudrais parler d'un cas d'espèce. Lorsque certaines politiques sont élaborées, on tend, semble-t-il, à considérer le comté de Renfrew comme une zone-tampon entre le Nord et le Sud. Les politiques définies pour le nord de l'Ontario ne s'appliquent habituellement pas aux régions situées juste au-dessous de North Bay. Les centres de Deep River, de Chalk River et une partie de Petawawa ont droit aux prêts de la SCHL, mais Pembroke n'y a pas droit présentement. Or, North Bay, dont la population est de 4,800 âmes, a droit à ces prêts. Il y a quelque chose de ridicule à soumettre

[M. Hopkins.]

la ville de Pembroke dont la population est d'environ 16,000 à la même politique en ce qui concerne la SCHL que la ville de Toronto.

• (3.40 p.m.)

Des voix: C'est une honte!

M. Hopkins: Les gens de la ville de Pembroke n'obtiennent pas de prêts de la SCHL. Je le répète, nous souffrons parce que nous ne faisons pas partie du nord de l'Ontario et nous sommes délaissés parce que nous sommes encore trop au nord. A mon avis, il vaut la peine de signaler que les plus petits centres de Mattawa, Bonfield et de la partie sud de Nipissing n'ont rien reçu, ou si peu, de la SCHL simplement parce que le bureau de North Bay a émis une directive défavorable à la construction de maisons dans de petites agglomérations.

Environ 175 prêts ont été autorisés pour la ville de North Bay, mais si mes renseignements sont exacts, à peu près rien n'a été accordé à Mattawa. Je tiens à ce que ce soit inscrit au harsard, car je veux que la question soit signalée aux agents et je ferai appuyer la demande par des lettres. Je veux que la question soit remise à l'étude lorsque la SCHL établira son budget.

M. Paproski: Que vos commettants écrivent à leur député fédéral.

M. Hopkins: S'ils écrivent au député fédéral de ma région, ils seront entendus.

En terminant, je veux féliciter très sincèrement le premier ministre et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Sharp) du sérieux, de la dignité et de la réserve avec lesquels ils se sont acquittés de leur tâche ces jours-ci.

Des voix: Bravo!

M. Rod Thomson (Battleford-Kindersley): Monsieur l'Orateur, avant de commencer, j'aimerais féliciter le député de Renfrew-Nord (M. Hopkins). Je suis bien certain que c'est un esprit positif, mais je constate que même parmi ses propositions positives, il s'est glissé, semble-t-il, quelques critiques qui, si elles avaient été formulées par l'opposition, auraient probablement été qualifiées de négatives. Quoi qu'il en soit, je vais tenter de vous présenter un exposé positif au cours de ce débat, même si je fais partie du côté négatif à la Chambre.

Je ne m'attendais pas, au début, à participer au débat, mais un problème a attiré l'attention ces derniers jours. Je veux parler de la guerre des œufs et des poulets, et des problèmes qui y ont surgi et qui en ont découlé. Au Canada, notre ministre de l'Agriculture (M. Olson) a, comme Mathurin, des poussins par-ci, des poussins par-là. En ce moment, il a beaucoup trop de poussins et, pour ne pas le dire, un peu trop d'œufs et un peu trop de dindes. Qui plus est, ils sont isolés dans des enclaves économiques, faute de ne pouvoir franchir les frontières des provinces. Et pourquoi? En raison des différentes lois provinciales sur les offices de commercialisation. Il est regrettable que les choses en soient venues à ce point, et c'est pourquoi je tiens à prendre part au débat. Actuellement, les dindes de Noël devraient entrer sur le marché.